



## **Offre d'emploi : Avocat·e ou juriste (projet écoblanchiment et finance durable)**

Le CQDE est à la recherche d'un·e juriste ou avocat·e pour contribuer à ses activités de recherche, de plaidoyer, de sensibilisation en matière d'écoblanchiment et de finance durable. Fondé en 1989, le Centre québécois du droit de l'environnement (CQDE) est le seul organisme à but non lucratif du Québec à offrir une expertise juridique indépendante en droit de l'environnement.

Vous êtes passionné·e par le droit et les enjeux environnementaux, motivé·e à utiliser votre expertise pour accélérer la transition en s'attaquant au phénomène d'écoblanchiment et contribuer à orienter les flux financiers vers une véritable transition ? Il s'agit d'une opportunité unique de joindre une organisation réputée et en croissance, dans une ambiance stimulante et décontractée aux côtés d'une équipe engagée et chevronnée, entourée d'un réseau de juristes expertes dans différents domaines liés à l'environnement et en collaboration avec de nombreux acteurs du mouvement environnemental du Québec et du Canada.

Sous la supervision de la directrice générale et en collaboration avec l'équipe juridique du CQDE, la personne recherchée sera chargée de mettre en œuvre un projet qui vise à un meilleur encadrement législatif et réglementaire en matière de finance et d'écoblanchiment, à sensibiliser la population sur l'ampleur du phénomène d'écoblanchiment gouvernemental et financier, à s'attaquer à la désinformation environnementale et à répondre à des besoins de capacité afin de faciliter l'accès à la justice.

### **Responsabilités principales**

- Analyser les cadres législatifs et réglementaires en matière de finance et de climat et proposer des recommandations pour un meilleur encadrement de l'écoblanchiment et pour favoriser une finance durable;
- Participer aux consultations gouvernementales ou réglementaires pertinentes;
- Contribuer à la mise en œuvre des recommandations contenues dans les rapports de recherche de l'organisation portant sur l'écoblanchiment;
- Rédiger des mémoires, rapports et notes de position sur ces enjeux en fonction des opportunités identifiées;
- Contribuer au développement d'outils de communication et de vulgarisation publics;
- Collaborer avec les acteurs de la société civile, représenter l'organisation auprès des décideurs et autres parties prenantes, y compris dans le cadre d'événements publics;



- Suivre les développements pertinents liés à la finance, à la gouvernance d'entreprise et à la transition écologique, à l'échelle provinciale, fédérale et internationale;
- Effectuer de la recherche fondamentale nécessitant l'innovation de solutions juridiques;
- Contribuer à l'identification d'actions pertinentes devant les instances judiciaires, administratives, juridictionnelles ou quasi judiciaires;
- À l'occasion, intervenir dans les médias;
- Contribuer aux activités de recherche de financement et reddition de compte de l'organisation lorsque pertinent.

### **Qualifications recherchées**

- Diplôme en droit ou en notariat;
- Minimum 5 ans d'expérience professionnelle et/ou une expérience équivalente;
- Un diplôme en économie, en finance, en sciences politiques ou dans un autre domaine connexe sera considéré comme un atout;
- Connaissances en matière de politiques climatiques, de finance durable ou de régulation financière un atout;
- Être membre du Barreau du Québec ou de l'ordre de la Chambre des notaires sera considéré comme un atout;
- Posséder une expérience et un engagement envers la protection de l'environnement est un atout. Une expérience professionnelle ou bénévole en défense des droits (justice environnementale, justice écologique, milieu communautaire, etc.) sera valorisée dans l'examen des candidatures;
- Maîtrise impeccable du français;
- Bonne maîtrise de l'anglais à l'oral et à l'écrit.

### **Conditions de travail**

- Lieu d'emploi : Montréal (des exceptions peuvent être considérées en fonction du lieu de résidence du ou de la candidat·e retenue);
- Mode de travail : hybride;
- Contrat de 3 ans à temps plein (35 heures par semaine) avec un horaire allégé durant la période estivale, avec possibilité de renouvellement ou d'évolution au sein de l'organisation;
- Salaire : salaire d'entrée de 31,26 \$/heure, avec possibilité de majoration en fonction de notre structure salariale;
- Cinq semaines de vacances dès l'entrée en fonction (trois semaines de vacances et deux semaines de congé hivernal en décembre);
- Accès à des assurances collectives;
- Accès à un régime volontaire d'épargne-retraite (avec contribution de l'employeur);
- Bonification des prestations de maternité et parentales;



- Congés maladie ou personnels;
- Cotisations professionnelles payées par l'employeur si applicable;
- Programme de formation professionnelle et allocation pour le transport actif.

**Comment postuler :**

Date d'entrée en fonction : idéalement en septembre 2025 (date flexible)

Soucieux d'assurer le respect de l'accès à l'égalité en emploi, le CQDE incite les personnes s'identifiant à un ou plusieurs groupes discriminés ou marginalisés à poser leur candidature.

Merci de faire parvenir votre CV ainsi qu'une lettre de motivation à l'attention de Geneviève Paul avec l'objet « Candidature – Juriste ou avocat·e écoblanchiment » à [rh@cqde.org](mailto:rh@cqde.org). **Nous vous invitons à nous faire parvenir votre candidature dès que possible : les candidatures seront acceptées sur une base continue.** Veuillez noter que seules les personnes retenues pour une entrevue seront contactées.